

THEME: L'IMPÉRATIF DE LA FINANCE VERTE AU MAROC ET LES AVANTAGES DES MARCHÉS INCLUSIFS POUR L'ÉCONOMIE

Cette note conceptuelle a pour but de soutenir l'organisation d'un petit-déjeuner, coordonné par l'ambassade britannique à Rabat, à l'occasion de la visite de cadrage de FSD Africa au Maroc, prévue du 19 au 23 juin 2023.

CONTEXTE

La finance durable et la croissance verte constituent des domaines prioritaires de la coopération bilatérale entre le Royaume-Uni et le Maroc.

En tant qu'agence de développement spécialisée financée par l'aide britannique, FSD Africa joue un rôle essentiel dans la mise en oeuvre de cet agenda, en travaillant conjointement avec l'ambassade britannique au Maroc pour soutenir et coordonner la mise en oeuvre des initiatives de développement des marchés de capitaux dans le pays.

S'appuyant sur des partenariats croissants avec les régulateurs, les autorités et les partenaires financiers du Maroc, FSD Africa a réussi à développer son empreinte dans le pays au cours des 18 derniers mois. FSD Africa a notamment soutenu des interventions innovantes au Maroc. Il s'agit notamment d'une émission obligataire de 95 millions de dollars par l'Office National des Chemins de Fer (ONCF) et d'une étude de cadrage, en collaboration avec le Ministère de l'Economie et des Finances, pour mettre en place une offre de financement pour l'économie verte du Maroc (c. 700 millions de dollars). Ces interventions marquantes ont attiré l'attention d'autres acteurs du marché et suscité un intérêt accru pour les services de FSD Africa.

OBJECTIFS

En vue de maintenir l'élan acquis au cours des derniers mois, la table ronde suggérée serait organisée en juin 2023 et coïnciderait avec une visite de l'équipe au Maroc.

L'événement viserait à

- Présenter les résultats de FSD Africa dans le pays et la proposition de valeur.
- Profiler les émetteurs et maintenir l'intérêt pour le marché GSS+.
- Catalyser de nouvelles transactions.

ORGANISATION

Date: Le mercredi 21 juin

Lieu: Hotel La Tour Hassan

Heure: 09h00- 11h00

PARTICIPANTS

Jusqu'à 50

- Régulateurs et autorités
- Établissements financiers, fonds de pension, assurances, intermédiaires
- Grandes entreprises (en s'appuyant sur les participants à la masterclass sur les obligations vertes)

PROGRAMME PROPOSÉ

Depuis 2010, le Maroc place l'économie verte au coeur de son programme de développement durable, avec le potentiel de déclencher des opportunités de développement dans divers secteurs économiques. La contribution nationale déterminée (CND) actualisée du Maroc définit l'engagement ambitieux du pays en faveur de l'économie verte et présente un ensemble d'actions visant à atténuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) et à s'adapter au changement climatique. Les priorités du pays comprendront les transitions énergétiques et les investissements connexes dans les infrastructures durables, les investissements dans l'adaptation et la résilience au changement climatique, et la restauration du capital naturel (par le biais de l'agriculture, de l'alimentation et des pratiques d'utilisation des terres) et de la biodiversité. Ces trois domaines sont importants pour le continent, même si les besoins relatifs varient d'un pays à l'autre.

Un peu moins de 40 milliards de dollars seront nécessaires pour atteindre les objectifs de la CDN, dont la moitié est conditionnée à un soutien financier international et privé. Il est donc impératif de mobiliser des capitaux commerciaux à grande échelle pour atteindre ces objectifs.

**HEURE & SUJET****RESPONSABLE****08H00 - 09H00**

Arrivée des participants et enregistrement
Petit-déjeuner

Tous

09h00-09h15

Remarques préliminaires :

S.E Simon Martin

Ambassadeur du Royaume-Uni au Maroc

09h15-09h25

Aperçu de de l'Ordre du jour et des objectifs de la
Table ronde

Sandy Okoth

Spécialiste des marchés de capitaux, Finance
verte, FSD Africa

09h25-10h00

Présentation et questions-réponses
L'Afrique que nous voulons ; Cette section va
traiter des sujets suivants:

- Quelques-uns des défis de l'Afrique en
matière de développement
- Réponses du secteur financier
- Aperçu du paysage des instruments de
financement innovants (y compris le
financement de la lutte contre le
changement climatique, les marchés du
carbone, le financement de la protection de
la nature, les obligations thématiques et
autres tendances émergentes)

Dr. Evans Osano

Directeur, Marchés des capitaux
FSD Africa

10h00-11h00

Discussion en panel:
L'impératif de la finance verte au Maroc et les
avantages des marchés inclusifs pour l'économie

Animatrice: Charlotte Beck

Bureau des affaires étrangères, du
Commonwealth et du développement

Panélistes :

- Dr. Evans Osano, FSD Africa
- M. Zakaria Nachid, Ministère de l'économie
et des finances du Maroc
- M. Yasser Mounsiif, Autorite Marocaine du
Marché des Capitaux
- Meriem Laraichi, Directrice déléguée en
charge de la Direction Partenariats et
Pilotage Commercial, CDG Capital
- Mme Meriem Bennani, UK Export Finance
- Jean Baptiste Imatte, Investment Manager,
Guarantco

11h00-11h15

Principales leçons tirées , remerciements et
remarques de clôture

Papa Moda

Associé marchés de capitaux, Finance verte
FSD Africa

11h15-11h30

- Photo de famille
- Interviews
- Réseautage informel

Tous

**La modératrice se présente, présente la session et les panélistes (7 minutes)
Questions (45 minutes)**

*Thèmes clés : finance durable, finance climatique, atténuation et adaptation, instruments
financiers, etc.*

La moderatrice: Charlotte Beck, Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du
développement

Panélistes:

- Dr. Evans Osano, FSD Africa
- M. Zakaria Nachid, Ministère de l'économie et des finances du Maroc
- M. Yasser Mounsiif, Autorite Marocaine du Marché des Capitaux
- Meriem Laraichi, Directrice déléguée en charge de la Direction Partenariats et
Pilotage Commercial, CDG Capital
- Mme Meriem Bennani, UK Export Finance
- Jean Baptiste Imatte, Investment Manager, Guarantco



ÉNONCÉ DU PROBLÈME

Le Maroc est un pionnier en matière d'investissements verts et de finance durable à grande échelle en Afrique. L'engagement du Maroc à s'attaquer aux questions climatiques est attesté par i) un certain nombre d'initiatives telles que la Charte nationale pour l'environnement et le développement durable, la Stratégie nationale de développement durable, le plan " Maroc vert ", le Plan d'investissement vert, la loi relative aux déchets plastiques, entre autres ; ii) le Royaume étant l'un des premiers pays à soumettre ses intentions en matière de CDN. La profondeur et la sophistication des marchés de capitaux locaux placent le pays en position de leader en matière de finance de genre, de finance verte et d'autres formes de finance inclusive. Cependant, la finance durable en tant que classe d'actifs reste en retrait par rapport à d'autres classes d'actifs telles que la banque traditionnelle, le capital-investissement et le capital-risque. Le défi consiste à intégrer les transactions de finance durable et à adapter les instruments aux besoins du marché.

1. Quelles incitations ou mesures pourraient être mises en oeuvre pour que les banques intègrent la durabilité dans les produits financiers courants tels que les prêts et l'épargne?
2. Quelles devraient être les principales considérations du Maroc pour attirer des investisseurs et des émetteurs supplémentaires pour les instruments financiers verts et de genre?

POLITIQUE ET RÉGLEMENTATION

1. Quels sont les obstacles - politiques et réglementaires - à l'intégration de la finance innovante au Maroc ?
2. Quel rôle les régulateurs peuvent-ils jouer dans la mobilisation de capitaux par le biais de structures de financement innovantes telles que celles mentionnées ci-dessus ?
3. Quels mécanismes ou incitations du marché peuvent être utilisés pour faciliter ces structures innovantes ?

LES PME DU MAROC DANS LE FINANCEMENT DURABLE

Les PME constituent l'épine dorsale de l'économie marocaine et devraient être des acteurs importants dans divers secteurs d'activité. Si la transition vers une économie verte concerne tous les acteurs du tissu économique, une attention particulière doit être accordée aux petites et moyennes entreprises (PME) marocaines, car elles représentent 93 % de l'ensemble des entreprises du pays et emploient plus de 46 % de sa main-d'oeuvre. Cependant, ces entreprises ne génèrent que 40 % du produit intérieur brut (PIB) du pays et 31 % de ses exportations, ce qui démontre le potentiel de croissance des PME marocaines et la nécessité de les aider à s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales. Pour réaliser ce potentiel, ces entreprises ont besoin d'une assistance financière diversifiée et accessible leur permettant de se développer conformément à la vision verte du Maroc, et cela bénéficiera à son tour à l'économie nationale, renforcera la compétitivité des PME marocaines sur les marchés internationaux, et permettra au pays d'atteindre ses objectifs en matière de climat et de développement durable. Les objectifs ambitieux liés au climat définis dans l'Accord de Paris ne peuvent être atteints sans la transition verte des petites et moyennes entreprises (PME).

1. Quels sont les principales leçons tirées de l'état actuel du financement des PME par les banques commerciales au Maroc ?
2. Quels instruments financiers et non financiers de finance durable les institutions financières (banques commerciales, fonds de capital-risque, etc.) pourraient-elles déployer? Par exemple, la finance mixte, les labels ESG, les obligations thématiques, l'assistance technique, etc.

OPPORTUNITÉS

Les projets infrastructurels à grande échelle et les technologies d'énergie renouvelable sont des voies traditionnelles vers l'échelle dans le paysage de la finance durable en Afrique. Le rapport de l'étude de cadrage réalisée par le MEF du Maroc et FSD Africa met en évidence le fait que les secteurs qui ont obtenu les scores les plus élevés en termes de potentiel d'écologisation sont l'industrie manufacturière, la production et la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, ainsi que le transport et le stockage. Ces secteurs ont obtenu des scores élevés principalement grâce à leur forte consommation d'énergie absolue, ce qui rend les gains d'efficacité particulièrement importants.

1. Comment pouvons-nous faire plus dans l'infrastructure et les ER et ouvrir de nouveaux leviers de croissance ?
2. Quel rôle les fonds de pension et les systèmes d'investissement informels pourraient-ils en augmentant la réserve de capital disponible pour les PME ?

Questions et réponses du public (10 minutes)

Remarques finales de la modératrice (3 minutes)